

Questions orales

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

● (1415)

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE LOGEMENT

LA HAUSSE DU NOMBRE D'ÉVICTIONS POUR NON-PAIEMENT DE LOYER

L'hon. David Crombie (Rosedale): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Hier, le ministre des Finances a conseillé aux agriculteurs et aux propriétaires de maisons qui risquaient la saisie de discuter de leur situation avec les banques. Quels que soient les avantages de cette façon d'agir, le ministre s'est bien gardé de recommander quoi que ce soit aux locataires. Or il n'ignore certes pas que le nombre d'évictions au Canada augmente de façon marquée. A Toronto, par exemple, au cours du premier tiers de 1981, les locataires de 1,081 logements ont été expulsés. Quels conseils le ministre des Finances a-t-il à donner à ces personnes-là?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député n'a pas du tout compris la nature de mes observations hier au sujet des conséquences de la hausse des taux d'intérêt sur divers groupes de notre société. J'ai déclaré avoir eu un entretien avec les représentants de l'Association des banquiers canadiens qui m'ont assuré que les banques feraient l'impossible pour aider les personnes qui connaissent actuellement de réelles difficultés financières. Je n'ai absolument pas conseillé aux gens, comme il le prétend, d'aller voir les banquiers. Ce n'est pas du tout ce que j'ai dit.

LE PROGRAMME D'ALLOCATIONS DE LOGEMENTS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Dans ce cas, madame le Président, le ministre des Finances se souviendra peut-être que, le 6 mars 1981, son collègue, le ministre chargé du logement, a dit ceci:

Il est temps que tous ceux qui tiennent sincèrement à répondre aux besoins des Canadiens au chapitre du logement étudient sérieusement l'idée d'une allocation de logement.

Cette déclaration date déjà de plusieurs mois. On n'a plus entendu parler de l'allocation de logement depuis. Il est évident que le ministre des Finances n'est pas d'accord avec le ministre chargé du logement parce que le logement est une de ses dernières priorités. Le ministre des Finances va-t-il reconsidérer sa politique et placer les allocations de logement au début de sa liste de priorités, là où elles devraient être?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député a cité une déclaration du ministre chargé du logement, selon laquelle il conviendrait d'étudier le principe d'une allocation de logement. Je suis d'accord avec le député là-dessus; l'idée a d'ail-

leurs été étudiée. Lorsque les circonstances économiques permettront au gouvernement fédéral de financer un programme d'allocations de logement, je me ferai évidemment un plaisir de l'annoncer à la Chambre. A l'heure actuelle, cependant, en raison des constantes . . .

M. Clark: Dépenses que vous faites pour acheter Petrofina.

M. MacEachen: . . . exhortations de ses collègues de l'opposition qui supplient le gouvernement de limiter ses dépenses, je n'oserais pas prendre une mesure aussi coûteuse.

M. Clark: Maurice Strong serait peut-être heureux de vous aider.

M. Crosbie: Vous devriez changer de disque, Allan! Celui-là est usé.

M. MacEachen: C'est comme vos questions!

LA HAUSSE DU PRIX DES MAISONS

L'hon. David Crombie (Rosedale): Le ministre est peut-être content de cette réponse, mais je puis lui assurer que les locataires ne le sont pas. Je tiens également à lui rappeler que chacun sait dans le pays que les personnes à faibles revenus sont durement touchées par ses politiques. Le ministre doit également savoir que les personnes à revenus moyens se sentent de plus en plus coincées et éprouvent de graves difficultés. Le prix moyen d'une maison à Vancouver est maintenant de \$135,000 . . .

Une voix: Cent soixante mille!

M. Crombie: Pour obtenir une première hypothèque sur une maison de prix moyen à Toronto, il faut \$36,000. Les gens à revenus moyens renouvellent leurs hypothèques à des taux sans précédent. Les gens paient maintenant \$300 ou \$400 de plus par mois. Je voudrais savoir si le ministre n'a rien de mieux à dire aux Canadiens à revenus moyens que de s'adresser aux banques. Est-ce là la politique du gouvernement?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président, c'est la rhétorique du député.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1420)

L'AGRICULTURE

L'AUGMENTATION DES FAILLITES AGRICOLES EN ONTARIO

L'hon. John Wise (Elgin): Madame le Président, je voudrais poser à mon ami le ministre de l'Agriculture une question qui se rapporte un peu au même domaine. Il s'agit des faillites, saisies et ventes forcées d'exploitations agricoles. En Ontario, les faillites ont augmenté de 90 p. 100 et en une année; les saisies et les ventes forcées ont décuplé. Le ministre prend des engagements et il ne respecte pas; il fait des promesses et il les rompt. Pouvons-nous compter avoir au moins une mesure législative avant qu'il soit trop tard?